



MARS 2019

S'INVESTIR DANS LES MOBILISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Depuis notre congrès, les mobilisations environnementales sont fortes :

- marches climats rassemblant du monde
- pétition *L'affaire du siècle* qui a recueilli 2 millions de signataires pour demander à l'État d'agir sur les questions climatiques
- et les mobilisations de la jeunesse pour le climat, les vendredis qui ajoutent une dimension supplémentaire.

L'urgence climatique est dans toutes les têtes. Les solutions que les partis politiques apportent aux questions environnementales sont très attendues par nos concitoyens (parmi le « top 3 » des attentes des Français selon tous les instituts de sondage), de quelque parti qu'ils viennent. D'ailleurs, il faut noter que la dernière étude du CEVIPOF montre que l'électorat qui annonce vouloir voter écologiste est le plus volatil. Il n'est pas fixé sur le vote écolo et pourrait aller voir ailleurs s'il trouve meilleure solution ailleurs.

Dans le même mouvement, il est à noter que ces mobilisations climat se sont « politisées ». Après l'échec de l'écologie ni droite ni gauche incarnée par l'échec de Nicolas Hulot... et sur lequel continue de surfer, hélas, Yannick Jadot (EELV) à l'occasion des élections européennes, il faut bien voir que nombre de pancartes issues des mobilisations demande un « changement de système » pour sauver la planète.

Cela nous met très à l'aise pour dénoncer le capitalisme pollueur et sur-exploiteur de la planète et des Humains. Cela doit nous inciter à faire connaître nos positions, nos propositions concrètes et à visée immédiate pour le climat. Profitions des prochaines mobilisations pour distribuer des tracts sur le thème (modèle de tract disponible sur le site web), pour faire connaître nos propositions pour l'élection européenne, pour former nos militants en incitant à la lecture des actes des assises de l'écologie ou des livres édités par nos camarades sur ces questions.

Oui, nous pouvons faire grandir des solutions progressistes transformatrices. Chacun de nous peut y contribuer.

Alain Pagano

membre du CEN en charge de l'Écologie

auteur du livre *Doit-on être un écologiste atterré ?*



ecologie.pcf.fr

dans ce numéro

- 2• Les « ni-ni » de Nicolas Hulot, par Luc Foulquier
- 3• Un projet alternatif qui doit voir le jour, par Valérie Goncalves
Après la COP 24, où en sommes-nous ?, par Alain Pagano
- 4• actualités : événements – informations – à lire et à diffuser – livres et publications

Luc Foulquier



commission
nationale Écologie
du PCF
ingénieur
chercheur
docteur
de spécialité
en écotoxicologie

les « ni-ni » de Nicolas Hulot

billet d'humeur

Après la télévision, j'entre en politique. Je crée ma fondation. Je suis ministre. Je quitte ma fondation qui devient *Fondation pour la nature et l'homme*. Je démissionne du ministère.

Je reviens dans ma fondation Nicolas Hulot... comme président. Il doit y avoir des problèmes dans cette association ?

Mais « je m'efforcerai plus que jamais d'être au côté de ceux qui font émerger les solutions, de valoriser les initiatives citoyennes pour qu'elles inspirent l'action politique ». (*La Marseillaise* du 31.01.2019). « C'est un plan Marshall pour l'écologie qu'il faut ». (*l'Humanité* du 23.01.2019).

Après « l'électrochoc » du départ, on nous prépare le « miracle » du retour de l'homme providentiel ! Il faut oser le faire après avoir conseillé MM. Chirac, Hollande et Macron ! Ça fonctionne bien avec l'idéologie du « ni-ni ». Mais où se trouve sa logique ? Elle est dans le « ni-ni ».

« Les sujets d'environnement devraient être supra-politiques au-delà de la gauche et de la droite » (in *Osons. Plaidoyer d'un homme libre*. Fondation N. Hulot. 2015). « L'écologie, ce n'est ni un sujet ni de gauche, ni de droite, ni du centre, c'est un sujet supérieur » (p. 34).

Condamnant la tyrannie du désir, le matérialisme comme religion, nos comportements ou encore la fulgurance du progrès, il expliquait en 2010 qu'il fallait aller « au-delà des clivages politiques pour construire une nouvelle société en surmontant les difficultés de la si-

tuation présente... ». Vraie prévision du macronisme et du rejet de la politique ! (in Gouyon, Ph. *Aux origines de l'environnement* Fayard 2010. P. 446-447).

Il a recommencé en 2018, juste avant son entrée au ministère. (*Le cercle vertueux*. Actes Sud. Les liens qui libèrent. 2017). « Je ne rejette donc pas le capitalisme dans son intégralité, je rejette un capitalisme qui ne se fixe pas de limite » (p. 102).

Sa conception de l'écologie est compatible avec le capitalisme ! On voit les résultats ! Puis il parle de « désarroi tragique de l'homme moderne » (p. 115). C'est ce « système économique mondial qui pousse à piller les ressources » (p. 35). C'est tout simple. « L'enjeu écologique est la pierre angulaire de la justice sociale et de la dignité humaine » (p. 73). Sans analyser le mécanisme de l'exploitation du travail et de la nature, il est facile de parler... et au bout du compte on ne règle rien et, pire, les inégalités sociales et environnementales s'aggravent.

Si les syndicats, les gilets jaunes... ne faisaient pas de politique, si les travailleurs et les patrons, travaillaient mieux main dans la main, si la gauche et la droite s'unissaient autour de la définition de l'écologie de N. Hulot, tout irait bien !

Mais voilà les réalités concrètes et les contradictions entre les classes finissent par provoquer des luttes.

Le « ni-ni » risque de ne plus faire faire recette, ce qui inquiète beaucoup le capital.

Valérie Goncalves



membre du CN
en charge de
l'Énergie

un projet alternatif qui doit voir le jour

Les salariés, depuis plusieurs années, sont porteurs d'un projet alternatif à la mise à l'arrêt des tranches charbon de leur centrale. Projet aujourd'hui repris et défendu par la direction d'EDF. Le projet est celui de la reconversion des centrales au charbon de Cordemais et du Havre en biomasse. Cette conversion reposerait sur l'utilisation d'un combustible obtenu à partir de biomasse densifiée en substitution du charbon à hauteur de 80%.

Appelé projet *Écocombust*, il viserait à transformer des déchets verts et déchets de bois d'ameublement qui aujourd'hui finissent en décharge. Les transformer en pellets pour les brûler dans des chaudières, ce qui permettrait de diviser par 25 les émissions de CO2 de Cordemais et du Havre. C'est aussi la possibilité de créer une filière industrielle française et même internationale d'élimination de déchets aujourd'hui envoyés en décharges.

Le maintien d'une production d'électricité pilotable est indispensable au regard de la situation particulière du réseau électrique breton et l'importance de la centrale de Cordemais pour la sécurité d'approvisionnement d'électricité de la Bretagne. Les élus communistes se sont d'ailleurs fortement mobilisés. Plusieurs vœux à leur initiative ont été votés dans des municipalités ou métropoles. Une pétition du PCF 44 a été organisée.

Dans la Programmation pluriannuelle de l'Énergie (PPE), la fermeture des centrales à charbon est actée d'ici 2022. Pour rappel, les rejets de CO2 des centrales à charbon représentent moins de 1% du total émis en France. L'urgence des politiques à mener est donc ailleurs dans les secteurs les plus émetteurs de CO2 et les plus consommateurs d'énergie, soit le transport et le bâtiment.

Allain Pagano



membre du CEN
en charge
de l'Écologie

après la COP 24, où en sommes-nous ?

À la COP 24, il y a eu débat sur le dernier rapport du GIEC. Certaines délégations « accueillent favorablement » ce rapport, d'autres disent seulement en « prendre note » (prise de distance) pour être libre d'agir et le remiser au placard. Inquiétant. Il faut entendre les experts du GIEC, répondre à l'urgence climatique, accélérer les efforts en ce sens.

Une trentaine de pays ont donné naissance à la *Coalition pour une haute ambition* appelant à accélérer le tempo dans la lutte contre le réchauffement climatique. La France en fait partie. L'Europe n'est pas unanime. Au-delà du positionnement de principe médiatique, il faudrait que la France mette les actes concrets en accord avec les discours et les postures internationales.

En effet, les émissions de GES (gaz à effet de serre) de la France sont en hausse, éloignant la France de ces objectifs. Déclarer l'ambition, oui, mais quelles mesures concrètes nouvelles la France a-t-elle prise ? Pour notre part, nous faisons des propositions concrètes qui peuvent être mises rapidement en œuvre, sans attendre la fumée blanche issue d'une prochaine réunion internationale.

Le transport est un gros émetteur de CO2 (29%) en France : il faut réduire le tout routier. Pour cela, 3 propositions complémentaires :

1. la gratuité des transports en commun = baisse des émissions de GES + lutte contre

la pollution de l'air, et gains de pouvoir d'achat pour les usagers ; proposition de loi des députés PCF pour son financement

2. le développement du (fret) ferroviaire, beaucoup plus écologique que les camions ; nous devrions proposer un « **new deal écologique** » européen, un « **paquet ferroviaire novateur** » tablant sur la relance du ferroviaire, un plan de grands travaux européens pour créer ou rénover les lignes de chemin de fer nécessaires à ce changement de braquet ; par ailleurs, c'est créateur d'emplois
3. favoriser les circuits courts agricoles et industriels pour réduire les besoins de transport ; c'est une relocalisation des productions qui est nécessaire, relocalisation favorable à l'emploi ! Produisons local ! De la proximité comme une vertu écologique et sociale !

Une 4^e proposition consiste à réduire les émissions de GES de l'énergie (16.5%) en accélérant un plan de rénovation thermique du logement, là encore favorable au pouvoir d'achat de nos concitoyens sur leurs factures d'électricité ou de gaz.

Ces quelques propositions sont de nature à permettre de tenir les objectifs de l'accord de Paris voire d'aller plus loin. Pour réenclencher une dynamique vertueuse en Europe mais aussi dans le monde.

HISTOIRE DE DIRE...

« On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion, par tout ce que l'on voudra ! Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens de vivre... En produisant leurs moyens de vivre, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle même ».

K.Marx - « Idéologie allemande ». In B. Vasseur, *Avec Marx, penser et agir aujourd'hui* ». Éditions PCF93 p.84

ÉVÉNEMENTS

- La COP 24 à Katowice (Pologne) en décembre 2018 a bien montré que la situation ne s'améliore pas en matière de climat. En Europe, les émissions de gaz à effet de serre augmentent de nouveau depuis 2015. Ce n'est sûrement pas ainsi qu'on pourra contenir le réchauffement planétaire à +1,5C en 2100 ! Les manifestations et les pétitions montrent que la riposte est engagée.
- Le Commissariat général au Développement durable et l'Observatoire de la Biodiversité indiquent dans un rapport de 2018 qu'en France 26% des espèces surveillées restent menacées et que tous les 10 ans, nous perdons une surface naturelle équivalente à celle d'un département.
- Des négociations internationales se sont ouvertes fin 2018 pour tenter d'élaborer un traité d'ici 2020 pour éviter la dégradation des mers et des océans : pollutions, biodiversité, ressources, marché des biotechnologies... Mais la gestion des pêches ne serait pas programmée ? Un vide à combler rapidement !

INFORMATIONS

L'Humanité du 24 janvier 2019 montre à quel point la privatisation des autoroutes est un vaste racket des usagers. Sur 9,8 milliards€ de recettes en 2017, seuls 2,3 vont à l'entretien et aux investissements ! Il est temps de renationaliser comme nous le proposons au Sénat en 2014 !

Pesticides. Des parlementaires européens ont révélé que, lors de l'autorisation du glyphosate en 2017, l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques, aurait utilisé dans son rapport des données venant de Monsanto qui produit le *Roundup*. On n'est jamais si bien servi que par soi-même !

À LIRE ET DIFFUSER

Actes des assises communistes de l'écologie, des 4 et 5 mai 2018. 42 pages. 3€.

À commander : Hervé Bramy - PCF 2 place du Colonel-Fabien 75490 Paris-cedex 19

Doit-on être un écologiste atterré ? Alain Pagano. Note de la fondation Gabriel Péri, août 2018, 79 pages, 5€

Cause commune, revue, « État des lieux. Que nous dit la société ? », août 2018, 142 pages, voir l'article d'Hervé Bramy : « Les français et l'environnement », p. 68-71

Cause commune, revue, novembre 2018. Roland Charlionet, Luc Foulquier : « L'écologie avec Marx », p. 31-33

Progressistes, revue, N° 22, octobre 2018

B. Cassoret : « Le scénario négawatt : des hypothèses problématiques ». p. 52 - 53

LIVRES ET PUBLICATIONS

L'écologie de la libération, Pascale Acot, Le temps des cerises, 2017, 139 pages

Karl Marx, penseur de l'écologie, Henri Pena Ruiz, Seuil, 2018, 281 pages

Réinventons l'économie dans un monde fini, Gérard Le Puill
Ed. du Croquant, 2018, 208 pages

Les chemins de l'écommunisme, André Prone, Ed. l'Harmattan, 2018, 126 pages

